

Cette affiche est un travail de **collage** réalisé après l'expérience du Syndicat d'Initiatives durant le mois de mai 2006 rue Sanche de Pomiers à Bordeaux. Nous disons collage, parce que cette affiche rassemble différentes situations, personnes, moments, idées, qui ont traversé le temps de ce Syndicat. Collage, parce que Saint Michel est un quartier cosmopolite qui rassemble des populations disparates, qui y sont simplement juxtaposées pour un temps. Nous avons ainsi essayé de repérer et d'utiliser des situations que nous avons identifiées comme plurispécifiques, c'est-à-dire qui nous permettaient de faire se croiser dans la parole ou l'expérimentation esthétique des groupes de personnes qui n'auraient pas autrement été amenées à se rencontrer. Si nous avons recherché ces situations, c'est que nous pensons que le paysage urbain de Saint Michel s'est lentement tissé au travers de ces réseaux relationnels et de ces situations de superpositions. C'est en cela que ce quartier peut momentanément constituer un paradigme de la mixité sociale. Parce que nous pensons que la transformation essoufflante des paysages que nous observons aujourd'hui à Bordeaux nous amène vers des espaces de plus en plus spécialisés, de plus en plus monospécifiques. Parce que Guy Debord avait raison de critiquer la séparation, séparation des fonctions de la ville, dans des espaces spécifques. Parce que ces nouveaux espaces "normaux" nous font perdre prise sur notre quotidien. Parce que cette séparation, c'est la perte du sens singulier de nos modes de vie, c'est l'impossibilité pour nous d'être producteurs de ce sens. Parce que nous trouvons du sens dans la friction que provoque la juxtaposition maladroite que nous tentons ici. Ceci est un hommage à ce grand collage qu'est Saint-Michel.

Bref état des lieux des paysages que nous traversons

De nos jours, le principe de "gouvernance urbaine" entraîne la mise en concurrence des villes, qui opèrent des choix programmatiques stratégiques aux dépens des populations locales. Ainsi on observe à Bordeaux une volonté politique favorisant la patrimonialisation du centre historique, les développements touristiques et l'implantation de familles aisées dans le centre ville, au détriment des populations économiquement plus précaires poussées vers la périphérie.

Bordeaux

En 2000, Alain Juppé, maire de Bordeaux, entreprend un grand chantier qui va bouleverser pour le meilleur et pour le pire les tissus sociaux en place. La construction du Tramway va permettre de relier beaucoup plus facilement les villes de banlieues au centre ville, donnant l'impression d'un territoire en expansion. Les banlieues deviennent plus accessibles aux habitants du centre, mais surtout le centre (et ses zones commerciales) deviennent plus accessibles aux habitants de la périphérie.

Un flot de publications locales éditées par la municipalité mais aussi les journaux à grand tirage (Le Nouvel Observateur, le Figaro) ventent le "nouveau dynamisme" de la ville que certains avaient surnommé auparavant "la belle endormie", et laissent entendre aux investisseurs qu'ils ont là de l'argent à faire. Le message est tout spécialement dirigé vers les investisseurs immobiliers et vers les familles de cadres que l'on souhaite voir habiter le centre ville et auxquels on vente, comme autant d'images subliminales, le dynamisme économique et culturel de la ville, son extraordinaire implantation géographique (près de l'Océan et des vignobles) et le confort incontestable d'une ville de province comparé à l'inconfort de la capitale. Un flot d'expositions et d'inaugurations prennent place au fur et à mesure de l'avancée du tramway, sur le parcours duquel on peut trouver ça et là des œuvres réalisées par des artistes français et européens institutionnellement intégrés.

Dans un même temps, des financements privés, municipaux et européens voués à la valorisation du centre historique, exigent une harmonisation esthétique de l'ensemble. Cela se traduit par un certain nombre de mesures :

- Création d'une Société d'Economie Mixte (InCité) mandatée par la municipalité pour veiller au respect du patrimoine architectural et de l'habitat et à la réfection d'immeubles jugés « inconfortables » ou « insalubres » qui oblige aussi les propriétaires à ravaler la façade de leurs immeubles, expropriant ceux qui n'ont pas les moyens de les mettre aux normes.
- Un grand nombre de bâtiments ont été maintenus vides, réduisant le parc immobilier et faisant grimper les loyers en flèche : en 3 ans, le prix d'un deux pièce passe d'une moyenne de 350 euros à 550 euros. De ce fait, les précaires se retrouvant en fin de bail doivent quitter le centre pour la périphérie.
- Sous la pression de la puissante association des commerçants bordelais, la municipalité publie un arrêté anti-bivouac stipulant qu'il est interdit de stationner en groupe dans le centre historique (quartier Saint-Pierre, Saint-Michel, Saint-Paul, Sainte-Catherine, Capucins, Nansoury, bref, la moitié de la Ville). Très clairement cet arrêté municipal a pour but de faciliter le travail de la police dans la chasse aux Sans Logis et aux punks, afin de les rendre invisibles au plus grand nombre et de rendre la promenade plus agréable aux touristes. Différentes personnes s'opposent à cet arrêté municipal, faisant comparaître la municipalité en justice pour « atteinte aux droits de l'homme », et gagnent. L'amitié anti-bivouac est retiré, ce qui n'empêche pas la police de continuer son travail d'éviction.
- Dans le même temps, on constate dans le centre historique et en particulier les quartiers populaires comme Saint-Michel et les Capucins, une augmentation massive des dispositifs de surveillance (rondes de CRS, fouilles au corps sur la place publique, principalement sur des personnes d'origines étrangères).
- Différentes associations et collectifs sont sanctionnées de lourdes amendes pour avoir affiché librement leurs annonces dans la rue, la plupart du temps sur les devantures de boutiques vides depuis des années. Le Collectif pour l'affichage libre, réunissant des associations artistiques et des associations politiques à tendances libertaires, demande l'abandon de l'amende pour « affichage sauvage ». Jusque-là il n'a toujours pas obtenu gain de cause. Seuls quelques panneaux très peu visibles et relativement petits ont été disposés dans les quartiers populaires pour permettre l'affichage public non commercial.
- Les cafetiers de la place Saint-Michel doivent changer à leur frais leurs tables et chaises en plastique, fournis et décorés par des marques telles que Coca-cola ou Orangina certes, contre des parasols de couleur bleu marine ou bordeaux sans logo et des tables et des chaises en inox, dans un soucis d'harmonisation esthétique.

Voici le scénario qui se joue depuis quelques années à Bordeaux et qui se rejoue presque à l'identique au niveau mondial entraînant des transformation radicales des paysages urbains et par extension des campagnes.

Quelles lignes de fuite tracer face à la normalisation des espaces urbains et aux processus d'isolement provoqués par cette normalisation ? Face à l'assujettissement de la recherche scientifique à la gestion et à la surveillance des flux humains ? Face à l'assujettissement de l'art et de la culture à une logique de marketing urbain ?

Recette ...

"Ce que l'on reproche en effet usuellement aux recettes, c'est qu'elles n'ont pas le pouvoir d'expliquer pourquoi elles "marchent" ; elles n'ont pas le pouvoir de décrire une situation sur un mode immédiatement généralisable à d'autres situations. En d'autres termes, les recettes sont toujours "minoritaires". Mais c'est précisément pourquoi elles peuvent faire relais (ou être voilées) : chacune ne peut être empruntée qu'à être reprise, réinventée, modifiée, ou, si l'on tente une autre recette, interrogée pour apprendre à quoi il faut faire attention.

(...) La création politique, le peuple des relayeurs, appelle une culture des recettes, inassimilables à des théories. Des recettes qui pourraient bien être capables de raconter, sur un mode pragmatique, intéressé tant par les succès que par les échecs, afin qu'elles catalysent les imaginations et fabriquent une expérience "de milieu" qui évite que chaque nouveau groupe ait à "tout réinventer".

Philippe Pigrange et Isabelle Stengers,La Sorcellerie Capitaliste,pratiques de décolonnement, ed. La découverte, Paris,mar 2005

Et l'Art dans tout ça ?

Syndicat d'Initiatives n'est pas un collectif. C'est un nom composé que nous aimons pour tous les possibles qu'il évoque et dont la force symbolique nous permet d'activer des situations de questionnements, d'échanges et d'appropriations qui nous plaisent.

Syndicat d'Initiatives c'est parfois une personne, parfois 10 personnes, 20 peut-être, qui sait ? C'est à dire qu'il y a des gens derrière ce mot. Des gens qui viennent de l'art, de l'architecture, du paysage, de la rue... des gens qui cherchent à partager leurs inquiétudes autour de problèmes communs. Ces problèmes communs touchent généralement à des questions d'espaces et d'usages. Peut-être que l'inquiétude qui nous unit est celle de la transformation essoufflante de nos paysages et de la difficulté que nous avons à garder prise sur notre réel, notre quotidien face à ces transformations.

Peut-être essayons-nous de mettre nos compétences artistiques au service de situations problématiques que l'on rencontre. Elles permettent de créer des dispositifs qui sont à la fois des mises en scènes et des outils dont on donne la recette pour qu'ils puissent être transformés ailleurs, réagencés, qu'ils servent d'autres situations. Ces recettes sont diffusées par le biais d'actions, publications, affiches, manuels, sites web. La plupart du temps, les situations que l'on crée sont déjà des ré-emplois de choses qui existent bien avant nous.

Volubiles

Nous avons proposé aux habitants de la rue de tendre des fils végétaux entre leurs fenêtres pour rendre visible les réseaux de relations existants entre voisins, susciter le bavardage et peut être de nouvelles rencontres autour de ce jardinage singulier... Cette dénomination, les volubiles, c'est aussi une façon de prolonger l'idée que ce qui est important là, c'est justement que la parole puisse être portée de l'autre coté de la rue. Germainl, fils d'immigrés espagnols qui habitent un peu plus loin nous a alors raconté que cette pratique existe depuis longtemps dans toute l'Andalousie. C'est un principe architectonique très ancien d'influence musulmanne. Les maisons sont conçues comme des vases communicants. La cour intérieure ombragée est le lieu premier de la palabre. Elle est symboliquement conduite vers l'extérieur et transmise aux maisons du voisinage par ces réseaux de fils, la plante symbolise la circulation de la parole, la fleur la donnant à son destinataire. Ainsi, la rue est conçue de sorte que la maison d'en face ne soit jamais plus loin que la portée de la voix.

A Séville, il existe encore des quartiers entiers ou les rues sont ainsi surmontées de fils reliant les maisons et recouvertes de plantes volubiles. La destruction de ces réseaux, recouvrant les façades et envahissant le ciel est le premier signe d'implantation des promoteurs immobiliers dans un quartier ancien pour sa rénovation.

Le logiciel libre et son mode de construction basé sur la

collaboration

la gratuité et la mise à disposition des savoirs produits, constitue un modèle politique et artistique viable à nos yeux. Des milliers d'anonymes se sont attelés à rendre l'outil informatique abordable et participatif, en développant des systèmes d'édition qui ne nécessitent pas un savoir technique particulier pour celui qui les utilise. Qui plus est, ces outils facilitent des modes de travail collaboratifs.

"Le phénomène du logiciel libre est caractérisé par un style coopératif de développement d'outils informatique. La publication du code source d'un programme, induit une réciprocité potentielle entre concepteurs et utilisateurs, dans le cadre de transferts de compétence gratuits. Cette transparence et cette distributivité des éléments constitutifs de l'outil interpelle le mode du secret, et la capitalisation individuelle des compétences induite par le management industriel et culturel. Le concept de logiciel libre modélise une "oeuvre/outil", et non plus une "oeuvre/résultat". Il instaure la possibilité de relations horizontales entre des opérateurs qui se sont co-élaborateurs. Les processus de conception partagés en réseaux expérimentent un nouveau partage de la décision en redistribuant les effets de centre et de périphérie."

François Deck, Les Génériques coopératifs - Le partage de la décision dans le processus de conception, 2004

Les recettes sont ouvertes, c'est leurs appropriations et réagencements possibles qui nous intéressent.

Contre-expertise

"Ce qui nous sautait aux yeux, c'était l'irruption de groupes

"minoritaires", de communautés dans des champs singuliers (informatique, médecine, etc.), qui par leur résistance, par leur façon particulière de se réapproprier ou de subvertir un usage commun, une coutume, une manière de se relationner ou de lutter, créent de nouvelles situations, de nouvelles techniques, de nouveaux savoirs, bref, de nouvelles formes d'usages...)

Il se joue dans ces questions d'usages une nouvelle manière de faire politique, une politique en mineur difficilement saisissable par les catégories d'analyse objectiviste et quantitative. Il nous faudrait donc inventer ou bricoler une autre science, attentive aux opérations, aux techniques, aux différents types de savoirs mobilisés, à leur forme de circulation et de transmission qui se joue dans le relatif silence des pratiques quotidiennes. Une hypothèse corollaire, plus courte, avance que toutes ces opérations techniques et ces savoirs peuvent être un enjeu constitutif des luttes et devenir donc une force opérante pour une collectivité."

Enclosures.Bruxelles,mai 2002 (http://enclosures.collectifs.net/)